



Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain  
Board of Trade of Metropolitan Montreal

# TABLEAU DE BORD

DU GRAND MONTRÉAL

PERSPECTIVES 2011 – MISE À JOUR



6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2 5 6  
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9 7 3  
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8 2 4  
**P R I N T E M P S 2 0 1 1**  
6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0 5 6 8  
1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1 9 5  
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0 5 2  
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3 2 1  
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6 1 0  
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5 7 6  
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2 8 9  
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9 6 5  
1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1 3 2  
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0 4 7  
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8 2 6  
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8 1 4  
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4 3 9  
9 6 3 2 7 8 8 3 2 9 7 6 5  
2 6 9 0 6 3 9 1  
6 0 5

Partenaire principal :



En collaboration avec :



CRÉATEURS D'AFFAIRES

# TABLEAU DE BORD

DU GRAND MONTRÉAL

PERSPECTIVES 2011 – MISE À JOUR

## **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

Eric Prud'Homme  
Vice-président, Stratégie et affaires publiques

## **COMMUNICATIONS**

Amadou Dieng  
Directeur, Communications  
Julie Desjardins  
Conseillère, Communications

## **RÉDACTEUR EN CHEF**

Martin Bergeron  
Directeur, Stratégie et politiques

## **RÉVISION ET COORDINATION**

Christine Lalancette  
Coordonnatrice, Publications,  
et correctrice-révisure

## **RÉDACTRICE**

Maha Berechid  
Économiste, Stratégie et politiques

## **CONCEPT GRAPHIQUE**

Sophie Lafleur  
Graphiste

Également disponible sur le site Web de la Chambre :  
[www.cmmm.qc.ca](http://www.cmmm.qc.ca)

*Tableau de bord* est une publication semestrielle de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain réalisée en partenariat avec Développement économique Canada et en collaboration avec la Ville de Montréal.

## **POUR NOUS JOINDRE**

380, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 6000  
Montréal (Québec) H2Y 3X7  
Téléphone : 514 871-4000  
Télécopieur : 514 871-1255  
[www.cmmm.qc.ca](http://www.cmmm.qc.ca)

<b>ÉDITORIAL</b>	<b>5</b>
<b>LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI</b>	<b>6</b>
Canada, Québec et Montréal	
<b>MONTRÉAL ET LES AUTRES PRINCIPALES MÉTROPOLES CANADIENNES</b>	<b>7</b>
Montréal, Calgary, Ottawa, Toronto et Vancouver	
<b>PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES GLOBALES (MISE À JOUR)</b>	<b>8</b>
<b>SUR L'ÉCRAN RADAR</b>	<b>9</b>
La croissance mondiale se raffermi, mais les risques demeurent élevés	
<b>AUX ÉTATS-UNIS</b>	<b>12</b>
De meilleures perspectives que prévu, mais des fragilités subsistent	
<b>AU CANADA</b>	<b>14</b>
Une expansion modeste en vue	
<b>AU QUÉBEC</b>	<b>16</b>
Des perspectives plutôt bonnes pour nos entreprises	
<b>PLEINS FEUX SUR MONTRÉAL (MISE À JOUR)</b>	<b>18</b>
<b>À MONTRÉAL</b>	<b>19</b>
Des perspectives optimistes malgré les défis	
<b>L'INDUSTRIE DES TIC DANS LE GRAND MONTRÉAL</b>	<b>21</b>
Bilan et perspective	
<b>LA PRODUCTIVITÉ</b>	<b>22</b>
Le défi que nous devons relever	
<b>CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA</b>	<b>24</b>
Ajout de près de 50 000 emplois dans la région métropolitaine en 2010	
<b>CHRONIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL</b>	<b>26</b>
Tourisme : une reprise exceptionnelle en 2010	





Cela fait plus d'un an et demi que l'économie mondiale évolue sous le signe de la reprise. Montréal, qui a relativement moins souffert de la récession que d'autres villes nord-américaines, continue d'avoir des perspectives de croissance positives et son marché de l'emploi est même entré dans une phase d'expansion.

Maintenant que la reprise est bien amorcée, tout porte à croire qu'à la suite des mesures de stimulation budgétaire et des politiques monétaires accommodantes (taux d'intérêt et d'inflation bas), nous connaissons une période de restrictions budgétaires et de rééquilibrage. En effet, les gouvernements du Canada et du Québec ont déjà annoncé certaines mesures nécessaires au retour à l'équilibre budgétaire – notamment une hausse de la TVQ d'un point de pourcentage d'ici 2012 et l'indexation des tarifs – qui augmenteront le fardeau fiscal des contribuables et affecteront le revenu disponible des ménages. De plus, l'importante hausse des cours des produits de base et l'amélioration des perspectives économiques laissent présager une hausse des taux d'inflation et d'intérêt ainsi qu'une appréciation de notre dollar.

Nos entreprises évolueront donc dans un contexte moins accommodant pour leurs affaires. D'un côté, elles devront faire face à un affaiblissement de la demande causé par la hausse du fardeau fiscal et le ralentissement de la croissance chez nos voisins du Sud. De l'autre, l'augmentation des taux d'intérêt affectera à la hausse le prix des intrants et du capital. Tout ceci pourrait avoir des répercussions sur les coûts de production, la marge de profit et la compétitivité des entreprises montréalaises.

De fait, afin de bien réussir, nos entreprises doivent inclure et prendre en considération ces différents éléments dans leur planification stratégique et leur développement d'affaires. Il leur faut chercher à augmenter leur productivité afin d'assurer une croissance plus durable de leur activité.

Plus précisément, nos entreprises doivent :

- Profiter de la force du dollar canadien et des bas taux d'intérêt pour investir dans les équipements et machineries de pointe afin d'accroître leur productivité;
- Mieux intégrer et former les employés afin de les rendre plus productifs;
- Améliorer la veille stratégique afin d'être à l'avant-garde technologique;
- Développer des stratégies de pénétration de nouveaux marchés afin de diversifier les risques et les partenaires commerciaux.

Nous conseillons à nos entreprises de demeurer attentives au développement des conditions économiques globales et surtout de se préparer dès maintenant aux impacts possibles de cette période de rééquilibrage sur leurs affaires. Les entreprises les plus prévoyantes et les mieux informées réussiront à demeurer compétitives et performantes.

Michel Leblanc  
Président et chef de la direction  
Chambre de commerce du Montréal  
métropolitain

# LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI

CANADA, QUÉBEC ET MONTRÉAL

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI				
INDICATEURS	EN DATE DU :	CANADA	QUÉBEC	MONTRÉAL
<b>ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE</b>				
PIB réel <sup>†</sup>	T3 2010	+ 3,4 %	+ 3,7 %	+ 3,6 %
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>				
Emplois créés <sup>†</sup>	Janvier 2011	+ 1,7 %	+ 2,1 %	+ 0,1 %
Taux d'activité	Janvier 2011	67 %	65,6 %	66,1 %
Taux de chômage	Janvier 2011	7,8 %	7,9 %	8,3 %
<b>CONSTRUCTION ET IMMOBILIER</b>				
Permis de bâtir <sup>†</sup>	Décembre 2010	- 5,0 %	- 7,5 %	- 21,7 %
Mises en chantier <sup>†</sup>	T3 2010	+ 21,9 %	+ 9,7 %	+ 7,5 %
<b>POUVOIR D'ACHAT ET CONSOMMATION</b>				
Taux annuel d'inflation <sup>†</sup>	Janvier 2011	+ 2,3 %	+ 2,1 %	+ 2,0 %
Ventes au détail <sup>†</sup>	T3 2010	+ 3,8 %	+ 3,4 %	+ 3,0 %
<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b>				
Exportations <sup>†</sup>	Décembre 2010	+ 15,2 %	+ 9,4 %	-

<sup>†</sup> Ces variations sont exprimées par rapport à la même période de l'année précédente.

Sources : Statistique Canada, Conference Board du Canada et Institut de la statistique du Québec.

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI				
MARCHÉS FINANCIERS	EN DATE DU :		VARIATION PAR RAPPORT	
			au mois précédent	à l'année précédente
Taux directeur : Banque du Canada	1 <sup>er</sup> mars 2011	1 %	0 point de base	+ 75 points de base
Dollar canadien (vs \$US)	Février 2011	1,012	+ 0,006 \$	+ 0,066 \$
Prix du baril de pétrole (WTI, en \$US)	Janvier 2011	89,17 \$	+ 0,02 %	+ 13,84 %

Sources : Banque du Canada et Energy Information Administration.

# MONTRÉAL ET LES AUTRES PRINCIPALES MÉTROPOLES CANADIENNES

MONTRÉAL, CALGARY, OTTAWA, TORONTO ET VANCOUVER

## LES RÉSULTATS PRÉVUS DE 2010

(À l'exception du taux de chômage, les variations sont exprimées par rapport à l'année précédente.)

	MONTRÉAL	CALGARY	OTTAWA	TORONTO	VANCOUVER
Produit intérieur brut réel	2,7 %	3,5 %	2,8 %	4,3 %	3,7 %
Revenu personnel par habitant	3,0 %	0,1 %	2,7 %	2,9 %	2,0 %
IPC	1,1 %	1,0 %	2,5 %	2,5 %	1,8 %
Emplois	3,3 %	-0,4 %	2,5 %	2,6 %	1,8 %
Taux de chômage	8,6 %	7,0 %	6,4 %	9,2 %	7,4 %
Ventes au détail	4,7 %	5,1 %	4,7 %	5,0 %	4,7 %
Mises en chantier	4,7 %	47,3 %	2,2 %	11,8 %	80,9 %

Source : Conference Board du Canada

## LES PRÉVISIONS DE 2011 ET 2012

(À l'exception du taux de chômage, les variations sont exprimées par rapport à l'année précédente.)

	MONTRÉAL		CALGARY		OTTAWA		TORONTO		VANCOUVER	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Produit intérieur brut réel	2,2 %	2,7 %	3,7 %	4,3 %	2,4 %	2,3 %	3,0 %	3,5 %	2,8 %	3,5 %
Revenu personnel par habitant	2,8 %	3,9 %	3,3 %	3,7 %	2,1 %	2,9 %	3,2 %	3,5 %	3,2 %	3,4 %
IPC	2,5 %	2,5 %	1,9 %	2,4 %	2,3 %	2,1 %	2,3 %	2,1 %	2,5 %	2,2 %
Emplois	1,4 %	1,9 %	2,9 %	3,3 %	0,4 %	1,2 %	2,2 %	2,7 %	2,0 %	1,9 %
Taux de chômage	8,2 %	8,1 %	6,3 %	5,2 %	6,1 %	5,8 %	8,1 %	7,1 %	6,5 %	6,0 %
Ventes au détail	3,9 %	4,7 %	5,0 %	6,4 %	3,8 %	3,6 %	5,3 %	5,2 %	3,1 %	5,1 %
Mises en chantier	3,9 %	4,6 %	- 12,9 %	12,6 %	- 13,6 %	- 6,8 %	0,5 %	19,8 %	- 5,6 %	19,9 %

Source : Conference Board du Canada

Pour des données régulièrement mises à jour, nous vous invitons à consulter *Tableau de bord* en ligne à l'adresse suivante : [www.tableaubordmontreal.com](http://www.tableaubordmontreal.com)



# SUR L'ÉCRAN RADAR

LA CROISSANCE MONDIALE SE RAFFERMIT, MAIS LES RISQUES DEMEURENT ÉLEVÉS

En ce début d'année 2011, l'économie mondiale semble connaître une croissance plus forte que prévu. Toutefois, certaines économies sont encore fragiles et les risques qui pèsent sur les perspectives mondiales demeurent élevés.

Le retrait graduel des programmes de stimulation et la fin du cycle de redressement des stocks ont eu pour effet de ralentir la cadence de la croissance mondiale au troisième trimestre de 2010, qui a atteint 3,5 %<sup>1</sup> comparativement à 5 % au trimestre précédent. Une phase de croissance plus lente a donc commencé à ce moment partout à travers le monde. Cette performance, tout de même meilleure que prévu l'automne dernier, reflète un dynamisme plus marqué de la demande intérieure de certains pays avancés, dont les États-Unis, ainsi qu'une activité toujours robuste au sein des pays émergents et en développement.

C'est ainsi que la croissance mondiale, plus vigoureuse qu'anticipé à la fin de 2010, a entraîné une **révision à la hausse des perspectives de croissance du PIB réel mondial pour 2011 et 2012**. Selon la mise à jour des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (FMI), la **production réelle devrait croître de 4,4 % en 2011 et de 4,5 % en 2012 après avoir connu une croissance de 5 % en 2010**.

Cela dit, le paysage économique mondial est toujours marqué par une croissance à deux

vitesse. Les **économies émergentes et en développement** jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale et sont assurément les moteurs de sa croissance. Les **pays avancés**, qui ont généralement eu des déficits plus importants et un marché de l'emploi faible depuis le début de la crise, continuent d'afficher des taux de croissance modestes.

## LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT : LOCOMOTIVES DE LA CROISSANCE MONDIALE

Les économies émergentes et en développement continuent à mener la croissance mondiale. Beaucoup de pays ont retrouvé leur niveau d'activité d'avant-récession et leur croissance a atteint son potentiel. Même si certains d'entre eux font face à des risques de surchauffe, leurs perspectives de croissance demeurent très positives. Le FMI prévoit ainsi que la **croissance de la production réelle de ces pays ralentira quelque peu en 2011 et en 2012 à 6,5 %, reflétant l'affaiblissement du rythme de la croissance mondiale, après avoir crû de 7,1 % en 2010**. Cette croissance tout de même vigoureuse devrait se refléter sur le taux d'inflation, qui avoisinera les 6 % en 2011 pour reculer à 4,8 % en 2012.

## Les pays en développement d'Asie, toujours en tête en matière de croissance économique

Soutenus en grande partie par la vigueur de la demande intérieure, les pays en développement

d'Asie connaîtront, selon le FMI, une **croissance réelle de 8,4 % en 2011 et en 2012**, ce qui est plus faible que les 9,3 % enregistrés en 2010. L'accélération de l'activité économique de ces pays pourrait se traduire par une hausse plus marquée de l'inflation et, dans certains cas, par des pressions grandissantes sur l'appréciation de leur taux de change. Les risques d'inflation – particulièrement alimentaire – sont encore plus vifs du côté de la **Chine**, qui continuera d'enregistrer les plus forts taux de croissance : 9,6 % en 2011 et 9,5 % en 2012, et ce, après une croissance de 10,3 % en 2010. C'est d'ailleurs ce qui a conduit les autorités chinoises à resserrer quelque peu leur politique monétaire en augmentant dernièrement leurs taux d'intérêt. **L'Inde**, quant à elle, verra sa production croître de 8,4 % en 2011 et de 8 % en 2012, des taux inférieurs à celui de 9,7 % connu en 2010.

Contrairement aux autres régions en émergence, **l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord** connaîtront une augmentation de la croissance de leur production cette année et l'année prochaine par rapport à 2010. L'Afrique subsaharienne bénéficie entre autres d'une hausse de la demande extérieure, d'une bonne gestion macroéconomique et d'une amélioration du climat politique. **Son PIB réel croîtra donc de 5,5 % en 2011 et de 5,8 % en 2012**. La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui a entre autres profité de la hausse des prix du pétrole et

<sup>1</sup> Selon la mise à jour des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international publiée le 25 janvier 2011

des politiques de stimulation, verra sa production **croître de 4,6 % en 2011 et de 4,7 % en 2012**. Toutefois, les récentes tensions géopolitiques au sein du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pourraient se traduire par une révision à la baisse des prévisions de croissance.

Enfin, **l'Amérique latine et les Caraïbes** continueront de profiter de la hausse des prix des produits de base, de la hausse de la consommation et de la croissance plus vigoureuse qu'anticipé de l'économie américaine. **Le FMI prévoit un taux de croissance de 4,3 % en 2011 et de 4,1 % en 2012.**

#### LES PAYS AVANCÉS : UNE MEILLEURE PERFORMANCE QUE PRÉVU, MAIS QUI DEMEURE MODESTE

L'amélioration des perspectives économiques aux États-Unis et en Allemagne a contribué à hausser les prévisions de croissance pour l'ensemble des pays avancés. Malgré cela, la diminution de l'impact des mesures de stimulation, conjuguée au processus de désendettement des ménages, ralentira la croissance pour quelque temps encore. Selon le FMI, les pays avancés – dont la croissance du PIB réel était de 3 % l'année dernière – connaîtront **une croissance de 2,5 % en 2011 et 2012**. Par conséquent, les **taux d'inflation** devraient demeurer faibles (1,6 %) pour ces deux années.

#### Des perspectives encourageantes au Canada et aux États-Unis

Le **Canada** n'échappera pas à cette tendance, et l'on s'attend à ce que la croissance canadienne ralentisse avec le retrait des mesures de stimulation, le processus de désendettement des ménages et l'anticipation d'une hausse des taux

d'intérêt. La croissance du pays proviendra donc davantage de l'investissement des entreprises que de la consommation. La Banque du Canada prévoit ainsi que **l'économie canadienne progressera de 2,4 %<sup>2</sup> en 2011 et de 2,8 % en 2012**.

La situation économique aux **États-Unis** s'est quelque peu améliorée, principalement grâce à une augmentation de la demande intérieure et à une croissance soutenue des investissements des entreprises. Les mesures supplémentaires de stimulation monétaire et budgétaire entreprises l'automne dernier ont également donné une impulsion à cette croissance. Le FMI anticipe que le **PIB réel américain augmentera de 3 % en 2011 et de 2,7 % en 2012**. Le marché de l'emploi encore fragile et le processus de désendettement des ménages pourraient toutefois, entre autres, ralentir la croissance du pays.

#### La zone euro : de meilleurs résultats qu'anticipé, mais les risques ne se sont pas atténués

La croissance économique attendue de la **zone euro en 2011 (1,5 %) et en 2012 (1,7 %)** sera plus forte qu'anticipé, en grande partie grâce à une meilleure performance de l'économie allemande. Néanmoins, on note toujours des dynamiques de croissance très différentes d'un pays à l'autre. **L'Allemagne**, grâce à la vigueur de sa demande intérieure, connaîtra la plus forte croissance, qui s'établira à **2,2 % en 2011 et à 2 % en 2012**. La dette souveraine des pays périphériques de la zone euro continue d'inquiéter les gouvernements et les marchés financiers. **La Grèce** et **l'Irlande** ont bénéficié du soutien de la Banque centrale européenne et du FMI pour régler leurs difficultés de financement. Les craintes sont maintenant tournées vers le **Portugal** et éventuellement

**l'Espagne**, qui risquent d'éprouver des difficultés de paiement. La croissance des pays périphériques sera donc freinée par les mesures d'austérité budgétaire et par les impacts possibles des préoccupations liées à leurs dettes.

#### Des perspectives disparates au Royaume-Uni et au Japon

Le déficit public élevé du **Royaume-Uni** (anticipé à environ 10 % du PIB pour l'année prochaine) a amené ce pays à entamer un programme rigoureux de retour à l'équilibre budgétaire. Néanmoins, la bonne performance de ses entreprises lui permettra d'enregistrer, selon le FMI, une **croissance de 2 % en 2011 et de 2,3 % en 2012, et ce, après avoir crû de seulement 1,7 % en 2010**.

Après un fort rebond au début de 2010 encouragé par les programmes de relance et la reprise du commerce mondial, **l'économie japonaise** a connu une croissance de 4,3 % l'année dernière. Le retrait des mesures de stimulation, combiné à l'appréciation du yen, aura pour effet de ralentir la **croissance à 1,6 % cette année et à 1,8 % l'année prochaine** (selon les mêmes prévisions).

#### LES RISQUES BAISSIERS SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES SONT TOUJOURS ÉLEVÉS

Malgré une amélioration des perspectives, les risques qui pèsent sur la croissance mondiale demeurent élevés. Beaucoup de pays subissent encore des séquelles de la récente récession et le redressement complet de leurs économies sera un long processus.

<sup>2</sup> Selon le *Rapport sur la politique monétaire* publié par la Banque du Canada le 19 janvier 2011

Les risques liés à la **dette souveraine** – notamment au sein des pays périphériques de la zone euro – figurent toujours parmi les principales préoccupations. Les pays dont les déficits publics sont importants pourraient éprouver de la difficulté à refinancer leurs dettes. Ceci enverrait un signal de non-solvabilité aux investisseurs et déstabiliserait par effet de contagion les marchés et les institutions financières, ce qui pourrait ainsi freiner la croissance mondiale. Parmi les pays considérés comme les plus à risque de faire défaut, mentionnons le Portugal et, dans une moindre mesure, l'Espagne. Ces gouvernements doivent ainsi présenter le plus rapidement possible des plans de retour à l'équilibre budgétaire clairs et crédibles.

Par ailleurs, la croissance de la demande mondiale et les mauvaises conditions climatiques dans certains pays producteurs de matières premières ont eu pour effet d'augmenter de façon soutenue les prix des produits de base, particulièrement ceux des aliments. Cette augmentation, combinée à une hausse des flux de capitaux et à la vigueur de la croissance des **pays émergents**, pourrait se traduire par une **hausse plus marquée de l'inflation**. Puisque ces pays sont les moteurs de la croissance mondiale, un tel phénomène pourrait engendrer un ralentissement de cette croissance.

La croissance particulièrement vigoureuse des économies émergentes a entraîné une **augmentation importante des flux de capitaux étrangers** vers ces pays. Le fait que certaines devises comme le yuan ne s'apprécient pas, ce qui empêche les marchés de se réguler, crée des **déséquilibres**

**structurels importants**. Par ailleurs, un taux de change fixe en Chine implique que certains pays avancés – surtout les États-Unis – ne peuvent compter sur une hausse significative de leurs exportations nettes (dans ce cas, on parle d'une baisse des importations en provenance de la Chine) pour soutenir leur économie. De plus, une telle politique pourrait se traduire par une surchauffe de l'économie chinoise.

### Les cours des produits de base seront encore plus élevés

**La hausse des prix des produits de base** reflète essentiellement la demande grandissante de la part des pays émergents et les conditions climatiques adverses qui ont fait diminuer l'offre. C'est ainsi que l'indice des prix mondiaux des produits de base de la Banque du Canada a augmenté de 14 % depuis octobre dernier.

La demande de pétrole devrait rester forte en 2011. L'*Energy Information Administration* (EIA) prévoit que le prix du baril de **West Texas Intermediate** (WTI) augmentera d'environ 14 \$US par rapport à 2010 pour atteindre 93 \$US en 2011. À la fin de 2012, le prix du baril devrait atteindre 97,59 \$US. De plus, les tensions qui ont lieu dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pourraient se traduire par une hausse plus forte qu'anticipé du prix du pétrole.

### Le commerce mondial

L'affaiblissement de la croissance mondiale se traduira inévitablement par un ralentissement de la croissance des échanges commerciaux à l'échelle du globe. Le FMI prévoit ainsi une hausse

du **commerce mondial** de seulement 7,1 % en 2011 et de 6,8 % en 2012, et ce, après une forte croissance de 12 % en 2010. Bien entendu, ce sont les pays émergents et en développement qui enregistreront la plus forte croissance des échanges, avec une augmentation des exportations de 9,2 % prévue en 2011 contre seulement 6,2 % pour les pays avancés.

En somme, même si les prévisions de croissance sont révisées à la hausse, l'économie mondiale repose toujours sur des performances très différentes d'un pays à l'autre et demeure sujette à plusieurs risques. Les pays émergents d'Asie continuent à enregistrer les meilleurs résultats économiques et demeurent relativement moins susceptibles de fléchir. **Nous encourageons toujours les entreprises montréalaises à cibler les marchés de l'Asie et de l'Afrique subsaharienne ainsi qu'à s'y positionner afin de prendre de l'avance par rapport aux entreprises étrangères sur ces marchés prometteurs.**



## AUX ÉTATS-UNIS :

DE MEILLEURES PERSPECTIVES QUE PRÉVU, MAIS DES FRAGILITÉS SUBSISTENT

Contrairement aux prévisions de l'automne dernier, l'économie américaine a connu une croissance plus importante à la fin de 2010. L'augmentation de la consommation personnelle et de l'investissement non résidentiel ainsi que la baisse des importations expliquent principalement cette hausse. Au moment d'écrire ces lignes, le *Bureau of Economic Analysis* (BEA) estime que le PIB réel a progressé à un taux annuel de 3,2 % au quatrième trimestre de 2010, et ce, après avoir crû de 2,6 % au troisième. Cette amélioration, combinée aux récentes mesures monétaires et budgétaires entreprises par le gouvernement afin de stimuler l'économie, a entraîné une révision à la hausse des perspectives économiques des États-Unis et du monde en général pour 2011.

Au même moment, le FMI s'attend à ce que le **PIB réel américain augmente de 3 % en 2011 et de seulement 2,7 % en 2012**. Même si cela constitue une révision à la hausse par rapport à la croissance de 2,3 % anticipée auparavant pour 2011, cette progression demeure tout de même trop faible pour assurer une forte création d'emplois.

### Des mesures additionnelles de relance monétaire et budgétaire ont été entreprises

Face au ralentissement de la croissance de l'économie américaine au second semestre de 2010, aux taux de chômage qui demeurent élevés et aux craintes de déflation, la Réserve fédérale américaine a annoncé en novembre dernier le lancement d'une seconde phase d'assouplissement quantitatif (AQ2). La Réserve fédérale a donc prévu acheter jusqu'à 600 milliards \$US de titres du

Trésor, ce qui se traduirait, entre autres, par une baisse des taux d'intérêt de plus long terme et une dépréciation du dollar américain. Cela pourrait encourager la consommation et l'investissement privé. D'autres mesures de stimulation budgétaire ont été entamées, telles que la reconduction – pour deux ans – des baisses d'impôts pour les contribuables de toutes les catégories de revenus (accordées sous le gouvernement précédent), la prolongation des allocations aux chômeurs de longue durée, quelques avantages fiscaux pour les ménages ainsi que d'autres incitatifs fiscaux pour les investissements des entreprises. Ces mesures devraient également contribuer quelque peu à soutenir les dépenses de consommation et les investissements.

### Les dépenses de consommation vont croître plus que prévu

Contrairement à ce que l'on anticipait, les dépenses réelles de consommation ont crû à un rythme particulièrement rapide (4,4 %) au quatrième trimestre de 2010, par rapport à 2,4 % au précédent. Ce fait s'explique surtout par la montée des dépenses en biens durables – notamment les véhicules automobiles – dont la croissance est estimée à 21,6 % au quatrième trimestre par rapport à 7,6 % au précédent, selon le BEA. Les coûts de financement particulièrement bas conjugués aux récentes mesures de stimulation monétaire et budgétaire permettront aux **dépenses de consommation de croître de 3,4 % en 2011 et de 2,9 % en 2012**, selon les prévisions de BMO Marchés des capitaux. Le marché de l'emploi encore fragile et le désendettement des ménages pourraient

néanmoins freiner l'élan de la croissance de la consommation.

### Les investissements en équipements et logiciels continueront à croître

Le ralentissement de la croissance des investissements en équipements et logiciels au quatrième trimestre de 2010, qui s'est chiffrée, selon le BEA, à 5,8 % par rapport à une croissance de 15,4 % au troisième trimestre, ne devrait être que temporaire. En effet, la croissance de la demande et les bas taux d'intérêt permettront aux **investissements en équipements et logiciels de croître en 2011**.

### UNE ÉCONOMIE ENCORE VULNÉRABLE

#### Les difficultés du marché de l'emploi persistent

Bien que le taux de chômage ait connu une récente baisse, pour s'établir à 9 % au mois de janvier selon le *Bureau of Labor Statistics* (BLS), il demeure encore très élevé par rapport à son niveau d'avant-récession. Quant à la création d'emplois (+36 000 au mois de janvier), elle est trop faible pour permettre un rétablissement rapide du marché du travail. Plus encore, le nombre de chômeurs de longue durée a même augmenté par rapport à l'automne dernier. En effet, selon les mêmes prévisions, 43,8 % des chômeurs américains le sont depuis 27 semaines et plus. Cette faible performance du marché de l'emploi constitue un des freins majeurs à une reprise robuste de l'économie américaine. Selon les prévisions de BMO Marchés de capitaux, **le taux de chômage aux États-Unis va tout de même s'améliorer par rapport à son**

niveau de 2010 (9,6 %) pour atteindre 9,1 % en 2011 et 8,3 % en 2012.

### Le redressement du marché du logement risque d'être long

L'expiration du programme de crédit d'impôt, combinée à la diminution de l'indice des prix des maisons (troisième trimestre de 2010) et à la présence d'un stock de logements inoccupés qui reste élevé, suggère que le marché du logement demeurera faible encore en 2011. **Les mises en chantier ne vont donc augmenter que légèrement en 2011 et en 2012.** Bien entendu, la faiblesse du marché du logement continuera de peser sur le bilan des ménages.

Par ailleurs, la seconde phase de l'assouplissement quantitatif et les anticipations de hausse des prix des matières premières semblent avoir apaisé les craintes de déflation aux États-Unis. Toutefois, les difficultés que connaît encore l'économie américaine ainsi que la persistance des capacités excédentaires incitent le Groupe Banque Scotia à anticiper des **taux d'inflation** relativement faibles, de **1,5 % en 2011 et 1,6 % en 2012.**

En définitive, la demande intérieure américaine semble contribuer de plus en plus à la croissance, ce qui nous donne un peu plus d'optimisme quant aux perspectives de l'économie américaine. Toutefois, la faiblesse du marché de l'emploi et

du logement peut continuer à exercer des pressions à la baisse sur la performance de l'économie à plus long terme. Ainsi, dans un contexte où le dollar canadien se maintiendra à quasi-parité avec le dollar américain, **les entreprises montréalaises doivent continuer à cibler d'autres marchés dont les perspectives de croissance sont plus vigoureuses afin de compenser la faiblesse de notre principal partenaire commercial.**



## AU CANADA :

### UNE EXPANSION MODESTE EN VUE

À partir du second semestre de 2010, le Canada a entamé une phase de croissance plus modeste, reflétant le ralentissement de la croissance mondiale et la fin du cycle de redressement des stocks. En effet, selon la Banque du Canada, le PIB réel n'a crû que de 1 % au troisième trimestre de 2010<sup>1</sup>. Cette performance est surtout attribuable à la détérioration des exportations nettes – qui ont souffert de l'appréciation du dollar canadien et de l'affaiblissement de l'économie américaine –, et ce, malgré la vigueur de la demande intérieure.

Néanmoins, l'amélioration des perspectives mondiales et la croissance robuste de la demande intérieure, entre autres, amènent la Banque du Canada à hausser ses prévisions de **croissance du PIB réel du Canada à 2,4 % en 2011 et 2,8 % en 2012**.

Bien que les prévisions indiquent une croissance plus faible qu'aux États-Unis, l'économie canadienne semble avoir des bases plus saines que celles de son voisin du Sud. En effet, le Canada possède un système financier plus solide, un marché du travail moins affaibli et un secteur de la construction moins affecté par la récente crise. De plus, comme le Canada a déjà retrouvé son niveau de production d'avant-récession, on peut dire qu'il est maintenant entré dans une phase d'expansion.

#### L'investissement : moteur de la croissance

Les investissements des entreprises ont connu une accélération depuis le début de 2010. Au troisième trimestre seulement, ils ont crû de 10,6 %

par rapport à la même période l'année dernière. Malgré cela, les investissements des entreprises canadiennes ne sont toujours pas de retour au niveau d'avant-récession et tout porte à croire que leur accélération se poursuivra cette année. En effet, les bas taux d'intérêt, la bonne situation financière des entreprises et l'appréciation du dollar canadien indiquent que **les investissements des entreprises devraient poursuivre sur leur lancée**.

#### La croissance de la consommation devrait ralentir

Après une forte hausse de la consommation au premier semestre de 2010, la cadence devrait ralentir pour rejoindre le rythme de progression du revenu disponible. D'un côté, les ménages canadiens ont des taux d'épargne qui atteignent des creux historiques et des taux d'endettement très élevés. De l'autre, le revenu disponible des ménages sera également amené à ralentir sa croissance, et ce, principalement en raison du retrait des mesures de stimulation budgétaire et de la lente progression des heures moyennes travaillées. Selon le Conference Board du Canada (CBOC), **les dépenses de consommation réelles croîtront de 2,6 % en 2011 et en 2012**, et ce, après avoir enregistré une croissance de 3,4 % en 2010.

#### On prévoit toujours un affaiblissement du marché du logement

Le retrait des stimulants budgétaires, les anticipations de hausse des taux d'intérêt et l'affaiblissement de la croissance ont eu pour effet de ralentir

l'investissement résidentiel et les mises en chantier au deuxième semestre de 2010. De plus, les nouvelles mesures annoncées par le gouvernement fédéral relatives aux prêts hypothécaires (dont la diminution de la période d'amortissement des prêts) renforceront la tendance baissière de l'investissement résidentiel. Ainsi, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)<sup>2</sup>, **les mises en chantier vont diminuer par rapport à leur niveau de 2010 d'environ 6 % en 2011 pour s'établir à 174 800 unités**.

#### Une expansion modeste en perspective pour le marché de l'emploi

Comme le Canada a récupéré tous les emplois perdus durant la récession, une phase d'expansion s'est amorcée en 2010. Toutefois, le ralentissement anticipé de la croissance mondiale ainsi que les perspectives de faible croissance des investissements résidentiels et de la consommation incitent les entreprises à adopter une attitude plus prudente face à l'embauche. Ceci est d'autant plus vrai pour la création d'emplois au sein du secteur de la construction. Selon les prévisions de Banque Nationale Groupe financier, le **taux de chômage du Canada baissera par rapport aux 8 % enregistrés en 2010 pour s'établir à 7,8 % cette année et à 7,5 % en 2012**.

#### Qu'en est-il des exportations nettes?

Le dollar canadien demeurera fort par rapport au billet vert en partie grâce à l'augmentation des cours des produits de base, des taux d'intérêt plus

<sup>1</sup> Selon le *Rapport sur la politique monétaire* de la Banque du Canada publié en janvier 2011.

<sup>2</sup> Selon les *Perspectives du marché de l'habitation – Canada* du quatrième trimestre de 2010.

élevés au Canada et aux meilleures perspectives économiques. Au moment d'écrire ces lignes, Banque Nationale Groupe financier prévoit que **le huard s'échangera en moyenne contre 1,03 dollar américain en 2011 et qu'il sera à parité en 2012**. Ainsi, la force de notre devise continuera d'affecter les exportations nettes à court terme. Néanmoins, la croissance plus vigoureuse de la demande mondiale – notamment celle des États-Unis – pourrait augmenter nos exportations nettes à plus long terme. Selon les mêmes prévisions, **les exportations canadiennes augmenteront de 5,7 % en 2011 et de 6,9 % en 2012**. Les importations, quant à elles, augmenteront de 5,4 % en 2011 et de 4,8 % en 2012.

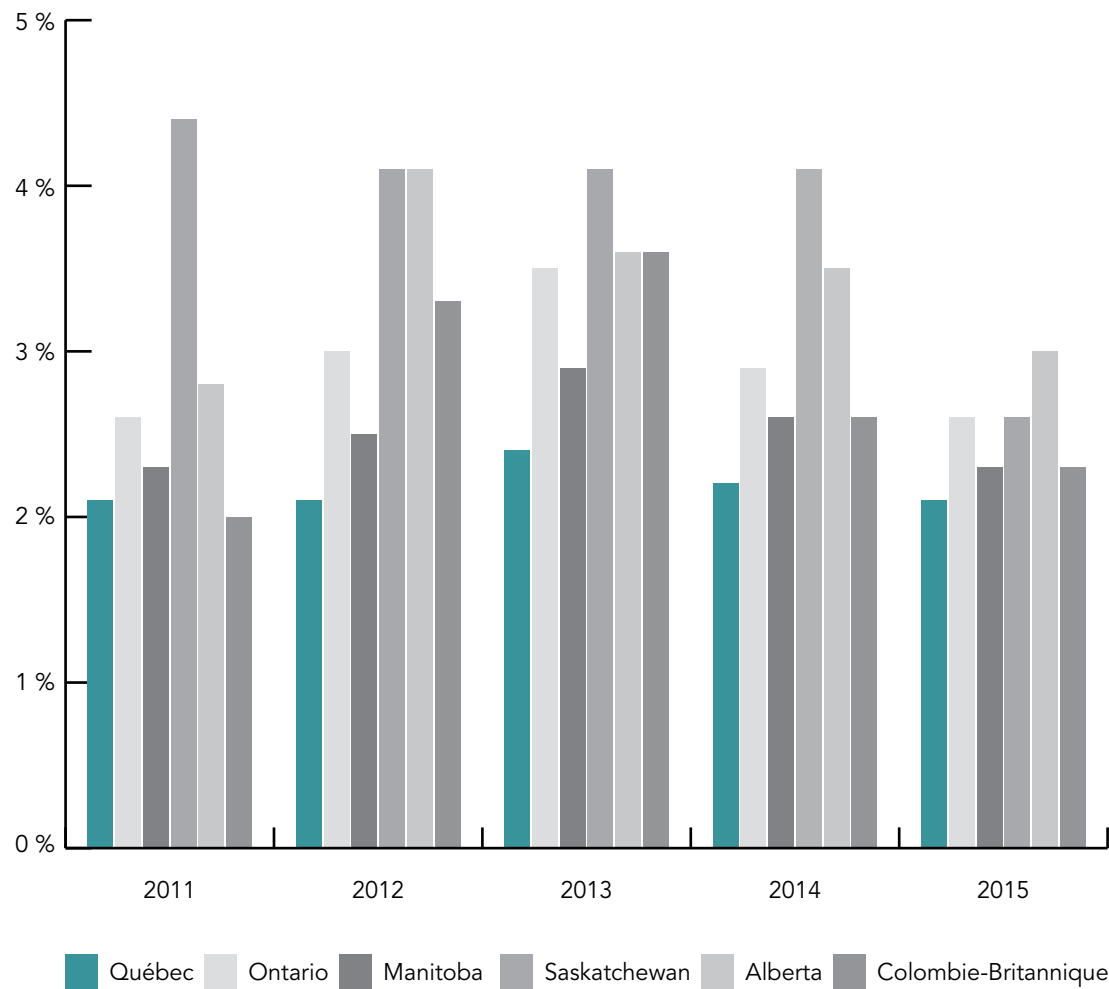
En ce qui a trait à la variation de l'indice des prix, la Banque du Canada<sup>3</sup> prévoit un **taux d'inflation de 2,1 %<sup>4</sup> en moyenne en 2011 et d'environ 1,9 % en 2012**, ce qui rejoint la cible d'inflation établie par la Banque du Canada.

En résumé, l'économie canadienne semble être sur le chemin d'une croissance plus équilibrée. Elle jouit d'une position privilégiée comparativement aux autres pays du G7 dans la mesure où le taux d'endettement du gouvernement est plus faible et que son marché du travail et du logement se porte généralement mieux. **Les entreprises montréalaises doivent profiter de cet avantage ainsi que de la force du huard pour augmenter leur productivité**. Il s'agit d'une condition *sine qua non* pour améliorer la compétitivité de nos entreprises et assurer une croissance durable de

<sup>3</sup> Selon le *Rapport sur la politique monétaire* publié en janvier 2011.

<sup>4</sup> Moyenne basée sur les prévisions trimestrielles du taux de variation annuel de l'IPC global publiées par la Banque du Canada dans le *Rapport sur la politique monétaire* de janvier 2011.

## PERSPECTIVES DE CROISSANCE DU PIB RÉEL PROVINCIAL



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

## AU QUÉBEC :

### DES PERSPECTIVES PLUTÔT BONNES POUR NOS ENTREPRISES

L'économie québécoise, qui a relativement peu souffert de la récession, a connu un ralentissement de sa croissance à partir du deuxième trimestre de 2010. Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le PIB au prix du marché de la province s'est même contracté de 0,1 % au troisième trimestre de 2010. Cet affaiblissement est surtout attribuable à une détérioration des exportations nettes – qui ont beaucoup souffert de l'appréciation du huard et du ralentissement de l'économie américaine –, laquelle a contrebalancé la croissance de la demande intérieure.

Néanmoins, malgré sa faible performance en commerce international, l'économie québécoise devrait connaître, selon les prévisions d'Études économiques Desjardins, **une croissance du PIB réel de 2,2 % en 2011 et de 2,3 % en 2012, et ce, après avoir crû de 3 % en 2010.**

#### La demande intérieure soutient l'économie québécoise

La demande intérieure finale – grâce à la vigueur des dépenses de consommation et des investissements des entreprises – a relativement bien performé au Québec. Selon l'ISQ, elle a connu une hausse de 1,1 % (en rythme annualisé) au troisième trimestre, et ce, après une augmentation de 1,5 % et de 0,3 % au premier et au deuxième trimestre de 2010.

L'amélioration des perspectives au troisième trimestre s'est reflétée sur les **dépenses personnelles de consommation**, qui ont augmenté au troisième

trimestre de 1,4 % (en rythme annualisé) après une contraction de 0,3 % au deuxième. Néanmoins, la mise en œuvre par le gouvernement du Québec de différentes mesures de retour à l'équilibre budgétaire – telles que la hausse de la taxe de vente et de celle sur le carburant, l'indexation des tarifs à l'exception des services de garde et la contribution santé – ainsi que la hausse des taux d'intérêt freineront la croissance des dépenses de consommation cette année et l'année prochaine.

En ce qui a trait aux entreprises, les perspectives sont plutôt bonnes. D'un côté, les bénéficiaires avant impôt des sociétés ont augmenté, selon l'ISQ, de 1,3 % et de 0,5 % respectivement au deuxième et au troisième trimestre. Et de l'autre, les **investissements réels des entreprises** ont crû de 1,2 % au troisième trimestre. Ainsi, la solidité des finances des entreprises et les perspectives de croissance de l'économie de la province suggèrent que les investissements devraient continuer à croître, selon Études économiques Desjardins, de **6,8 % cette année et de 5,1 % l'année prochaine**, et ce, après avoir connu une hausse de 7,9 % en 2010.

#### Le marché du travail demeure robuste

Dès le printemps de l'année dernière, tous les emplois perdus durant la récession avaient été récupérés, ce qui a contribué à amorcer une phase d'expansion. Selon l'ISQ, l'augmentation de l'emploi a atteint 66 700 personnes en 2010. Les gains les plus importants ont eu lieu au sein de l'administration publique, des hôpitaux, des écoles primaires et secondaires, ainsi que des secteurs

de la construction, de la restauration et des soins ambulatoires.

Toutefois, le ralentissement de la croissance du PIB prévu pour les prochaines années devrait modérer la cadence de la création d'emplois. Selon BMO Marchés des capitaux, **l'emploi devrait croître de 1,3 % en 2011 et de 1 % en 2012**, et ce, après une croissance de 1,8 % en 2010. Par ailleurs, malgré une hausse du taux de chômage au mois de janvier (7,9 %), on observe toujours une tendance à la baisse de cet indicateur. En 2010, le **taux de chômage** a atteint 8 % (comparativement à 8,5 % en 2009) et, selon les mêmes prévisions, **il baissera à 7,7 % en 2011 et à 7,5 % en 2012**. Le taux de chômage de l'Ontario rejoindra celui du Québec en 2011.

#### Ralentissement en vue pour le marché immobilier

La hausse anticipée des taux d'intérêt, le ralentissement de la croissance mondiale et la fin des mesures de stimulation ont ralenti l'activité au sein du marché immobilier. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)<sup>1</sup>, les mises en chantier ont diminué de 19,2 % au quatrième trimestre de 2010 pour s'établir à 42 000 unités. Elles devraient ensuite croître de 3,6 % au premier trimestre de 2011 et de 2,3 % au second. Selon les mêmes prévisions, **les mises en chantier reculeront de 10,6 % par rapport à 2010, pour s'établir à 45 000 unités en 2011**. Enfin, la construction non résidentielle soutenue par les grands projets d'infrastructure continuera de croître cette année pour décroître après.

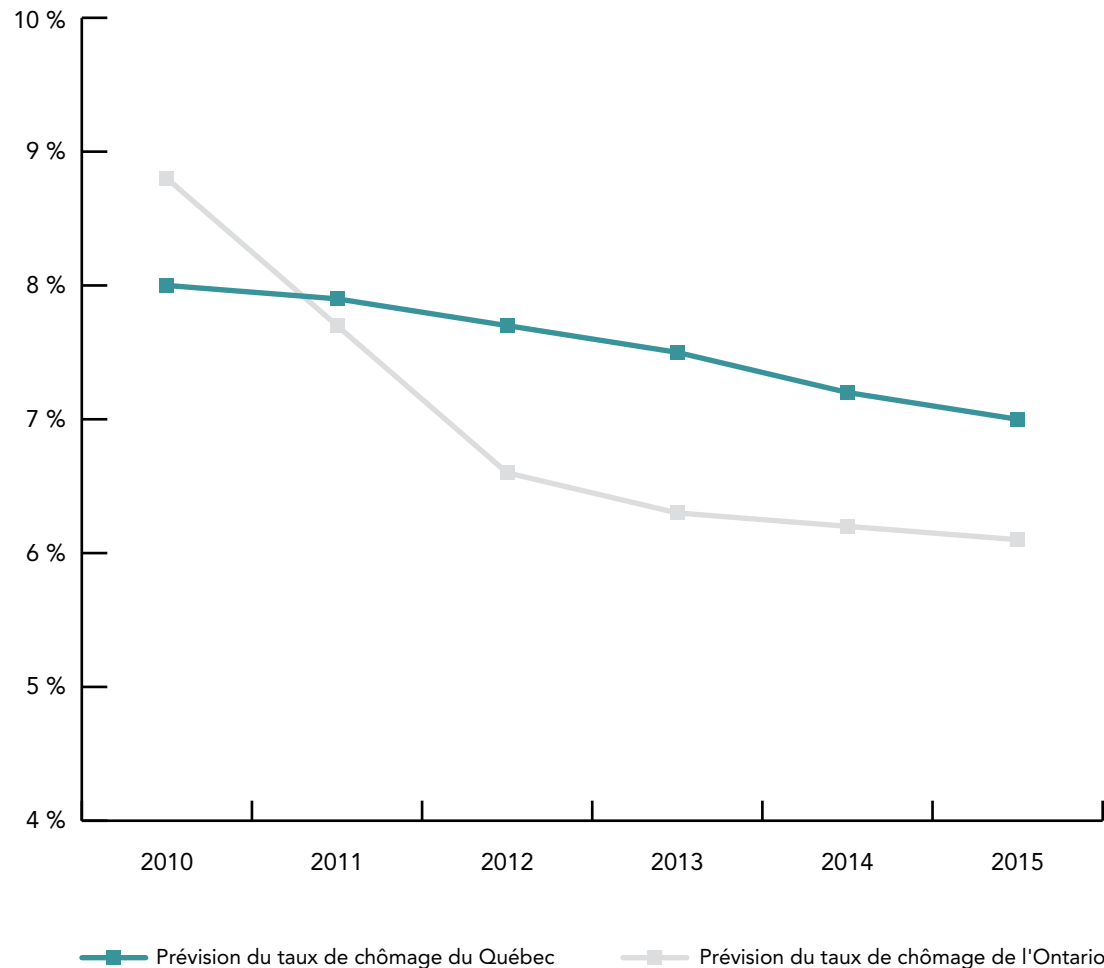
<sup>1</sup> Selon les *Perspectives du marché de l'habitation – Canada* du quatrième trimestre de 2010.

### Le déficit commercial continue à se creuser

C'est au chapitre du commerce extérieur que l'économie québécoise performe moins bien. En effet, les exportations québécoises continuent à évoluer en dents de scie. L'appréciation du huard, combinée à une faible reprise mondiale – particulièrement aux États-Unis –, a inévitablement nui aux exportations du Québec. Celles-ci ont reculé, selon l'ISQ, de 2,6 % au troisième trimestre, et ce, après une hausse de 1,1 % au deuxième. De plus, les importations québécoises – stimulées par la force du dollar canadien et l'impératif de hausser la productivité des entreprises – ont augmenté pour la cinquième fois au troisième trimestre (0,4 %). Par conséquent, les exportations nettes ont continué à reculer. Dans la mesure où nous anticipons un dollar fort en 2011 et en 2012 et une croissance relativement faible de l'économie américaine cette année, **les exportations du Québec ne devraient croître que de 0,6 % selon Études économiques Desjardins en 2011, pour ensuite augmenter de 3,1 % en 2012.** Par contre, les importations connaîtront une croissance de 2,3 % en 2011 et de 2,1 % en 2012.

En conclusion, la performance de l'économie québécoise reposera davantage sur la demande intérieure pour 2011 et 2012. Par ailleurs, le défi démographique et celui de la productivité continueront de peser sur la prospérité de la province. **Il est ainsi primordial pour les entreprises de poursuivre leurs investissements en équipement et machinerie – notamment en provenance d'Asie – et en formation continue de leurs employés ainsi que de déployer de nouvelles stratégies afin d'attirer les meilleurs talents.**

PRÉVISIONS DES TAUX DE CHÔMAGE DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1  
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0  
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8  
**P L E I N S** 9 7 4 2 0 9  
**F E U X** 5 3 0 5 3 6 4 7  
**S U R** 4 2 0 1 1 3 5 7 9  
**M O N T R É A L** 1 3 5 6  
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8  
**M I S E À J O U R** 4  
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7  
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3  
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6  
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5  
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2  
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9  
1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1  
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0  
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8  
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8  
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4  
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7  
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3  
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6  
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5  
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2  
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8  
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4  
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7

# À MONTRÉAL :

DES PERSPECTIVES OPTIMISTES MALGRÉ LES DÉFIS

La région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, qui a mieux résisté à la récession que d'autres régions nord-américaines, a connu un ralentissement de sa croissance à partir du second trimestre de 2010. En effet, selon le Conference Board du Canada (CBOC)<sup>1</sup>, le PIB réel de la RMR n'a progressé que de 0,2 % et de 0,7 % respectivement au deuxième et au troisième trimestre de 2010 par rapport aux précédents, alors qu'il avait crû de 1,5 % au premier. Ce résultat reflète essentiellement l'affaiblissement de la croissance mondiale ainsi que l'essoufflement de l'impact des mesures de stimulation.

Malgré ce ralentissement, l'économie montréalaise a profité d'un marché du travail et du logement vigoureux ainsi que de la reprise de nombreuses industries – dont le secteur manufacturier et celui du commerce de gros et de détail – pour connaître une **croissance de son PIB réel de 2,7 % en 2010** (selon le CBOC). Néanmoins, une croissance mondiale plus faible – notamment celle de notre voisin du Sud –, combinée aux différentes mesures prévues pour le retour à l'équilibre budgétaire, se traduira par une **croissance de seulement 2,2 % en 2011**. L'amélioration anticipée des perspectives globales permettra cependant au taux de croissance de la métropole de revenir à **2,7 % en 2012**.

## C'EST TOUJOURS L'INDUSTRIE PRODUCTRICE DE BIENS QUI MÈNE LA CROISSANCE

Depuis le second trimestre de 2010, le **secteur des biens** semble croître davantage que celui des

services. En effet, au troisième trimestre de 2010, la production réelle de l'industrie des biens a crû de 1 % comparativement au précédent, contre seulement 0,7 % pour le secteur des services. Ce sont essentiellement les secteurs de la construction et de la production manufacturière qui ont contribué le plus à cette croissance.

## La croissance du secteur de la construction ralentira en 2011 et en 2012

L'anticipation d'une hausse des taux d'intérêt, l'amélioration des perspectives mondiales et la vigueur du marché du travail ont permis au secteur de la construction de croître vigoureusement au troisième trimestre de 2010 (4,6 %). Toutefois, l'affaiblissement anticipé de l'économie métropolitaine ainsi que la hausse prévue des taux d'intérêt ralentiront la croissance de ce secteur en 2011. La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit que **les mises en chantier augmenteront et s'établiront à 22 001 unités en 2010, pour ralentir par la suite à environ 20 400 en 2011 et à 19 400 en 2012**. La construction non résidentielle soutenue par les grands projets d'infrastructure continuera de croître jusqu'en 2012.

## Le secteur manufacturier connaîtra une croissance vigoureuse en 2011 et en 2012

La récession qui a sévi récemment, l'affaiblissement de l'économie américaine et l'appréciation de notre dollar ont beaucoup affecté le secteur manufacturier. Ce dernier s'est contracté de 2,6 % en 2008 et de 7,9 % en 2009. L'amélioration des perspectives économiques mondiales a permis au

secteur de renouer avec la croissance à partir du quatrième trimestre de 2009. Selon le CBOC, la **production manufacturière réelle a augmenté de 4 % en 2010 et connaîtra une croissance de 3,7 % en 2011 et en 2012**, entre autres grâce à la reprise du secteur de l'aérospatiale.

## LES SERVICES, UNE CROISSANCE FAIBLE EN PERSPECTIVE?

L'**industrie des services**, qui est demeurée relativement résiliente durant la crise économique, a progressé de 0,7 % au troisième trimestre de 2010. C'est le commerce de gros et de détail qui a enregistré la croissance la plus faible à la même période. La croissance économique modeste anticipée et la hausse du fardeau fiscal entraîneront une modération de la consommation des ménages cette année. Par conséquent, le CBOC prévoit que **la production du commerce de gros et de détail augmentera de seulement 1,2 % en 2011 et de 2,5 % en 2012**.

En ce qui a trait à la variation des prix, l'amélioration des perspectives et la hausse anticipée des prix des produits de base amèneront le **taux d'inflation**, toujours selon le CBOC, à s'établir à **2,5 % en 2011 et 2012**.

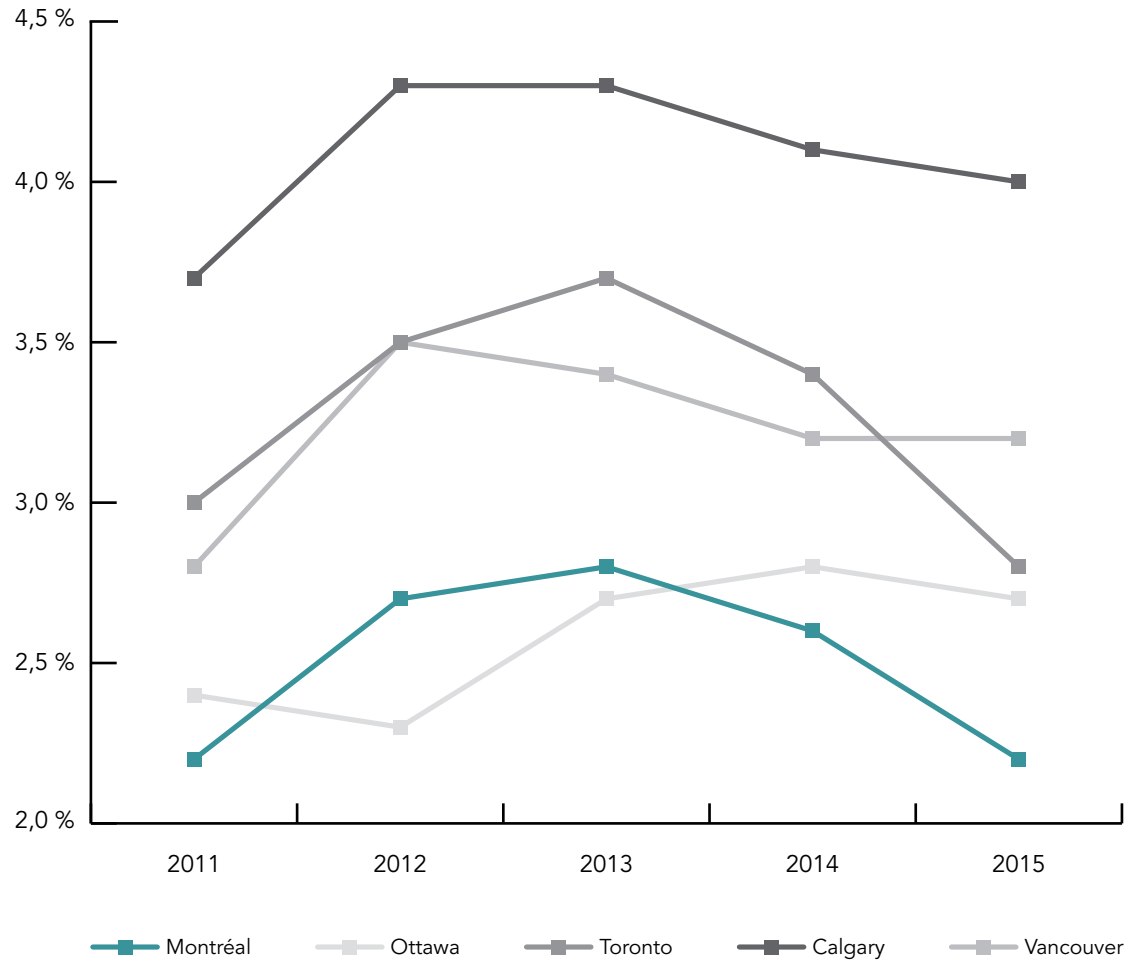
## UN MARCHÉ DE L'EMPLOI QUI DEMEURE SOLIDE

Depuis le début de 2010, l'emploi au sein de la RMR de Montréal est en expansion. Il a augmenté de 1,5 % au deuxième trimestre de 2010. Néanmoins, le ralentissement de la croissance de la métropole s'est reflété sur la création d'emplois

<sup>1</sup>Selon le document du Conference Board du Canada intitulé : *Metropolitan Outlook 1*, publié à l'hiver 2011.

qui, selon le CBOC, s'est contractée de 0,8 % au troisième trimestre de 2010. Malgré la hausse du taux de chômage à Montréal au troisième trimestre (8,5 %), ce dernier demeure inférieur à celui de Toronto (9,2 %). Compte tenu des perspectives de croissance modestes tant à Montréal qu'aux États-Unis, **l'emploi n'augmentera que légèrement, de 1,4 % en 2011 et de 1,9 % en 2012.** De même, le **taux de chômage de la RMR diminuera pour s'établir à 8,2 % en 2011 et à 8,1 % en 2012.**

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DES PRINCIPALES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

# L'INDUSTRIE DES TIC DANS LE GRAND MONTRÉAL

BILAN ET PERSPECTIVE



Dans une perspective de concurrence internationale de plus en plus vive dans l'industrie des technologies de l'information et des communications (TIC), le Grand Montréal doit faire valoir rapidement ses nombreux avantages et son leadership en recherche, innovation, créativité, productivité et environnement d'affaires.

L'industrie des TIC du Grand Montréal constitue, à cet effet, l'un des plus importants secteurs de haute technologie avec plus de 120 000 emplois et 5 300 établissements. Le rôle de TechnoMontréal consiste à rassembler et à soutenir les acteurs du domaine des TIC de la grande région métropolitaine autour d'objectifs communs et d'actions concertées dans le but d'accélérer et d'optimiser la compétitivité, la croissance et le rayonnement de l'industrie. À titre d'exemple, la grappe a soumis l'an passé deux importants mémoires aux gouvernements provincial et fédéral successivement pour leur faire valoir l'importance d'appuyer cette industrie qualifiée par l'OCDE « d'infrastructure essentielle sur le plan économique ».

Le PIB du secteur des TIC au Québec a crû deux fois plus vite que l'économie de la province dans son ensemble. Puisque le Canada et le Québec

font face à un important défi démographique, leur croissance économique dépendra de plus en plus de la productivité de leurs entreprises. À cet effet, le secteur des TIC est un extraordinaire facteur de productivité, de croissance, de création d'emplois et d'attraction d'investissements à l'échelle mondiale. Les effets bénéfiques des TIC sont amplifiés par leur utilisation dans l'ensemble de l'économie et de la société ainsi que par les innovations qu'elles induisent.

Nos objectifs pour l'année 2011 se révèlent ambitieux avec plusieurs projets mobilisateurs que nous souhaitons implanter tels que Montréal Métropole Numérique.

D'abord, nous souhaitons mettre l'accent sur l'emploi, qui est l'enjeu majeur dans l'industrie des TIC, car la demande est forte dans plusieurs secteurs. Nos cibles visent à augmenter de 25 000 le nombre d'emplois à pourvoir d'ici 5 ans. Afin de parvenir à cet objectif, nous participons à plusieurs initiatives et en développons avec différents partenaires, notamment TechnoCompétences, le Comité sectoriel de main-d'œuvre en TIC.

Il nous faut également renforcer la position de pôle d'excellence en TIC qu'occupe la région du Grand Montréal et en faire une vitrine technologique incontournable dont pourront profiter les entreprises et la société canadienne. Avec l'accueil du prestigieux Congrès mondial sur les technologies de l'information (WCIT), qui se tiendra en 2012 à Montréal, nous avons perçu une occasion unique de proposer un grand projet mobilisateur

dont les retombées pour l'économie du Grand Montréal s'annoncent importantes. Ainsi, Montréal Métropole Numérique est un projet structurant visant à développer un urbanisme numérique avec des infrastructures et des fonctionnalités TIC de calibre mondial. Nous terminerons bientôt le stade d'incubation du projet, qui a entre autres intégré des consultations avec les acteurs clés et les décideurs de l'industrie des TIC.

Ainsi, nous avons encore beaucoup de travail à faire d'ici les prochaines années. Toutefois, avec la volonté de l'industrie des TIC et le soutien de nos partenaires, nous allons œuvrer pour doter la métropole d'avantages compétitifs majeurs qui viendront contribuer à l'essor et au rayonnement des entreprises du Grand Montréal dans le monde.

Lidia Divry, CMA, MBA, Ec.D.  
Directrice générale  
TechnoMontréal

## LA PRODUCTIVITÉ :

### LE DÉFI QUE NOUS DEVONS RELEVER



Malgré une bonne performance au cours de la dernière récession, la situation économique du Québec demeure préoccupante. Selon le *Bilan 2010* du Centre sur la productivité et la prospérité<sup>1</sup>, le niveau de vie des Québécois, mesuré par le produit intérieur brut (PIB) par habitant, s'élevait en 2009 à environ 38 600 \$, plaçant le Québec entre le 19<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> rang au classement des pays de l'OCDE, tout juste derrière l'Espagne (38 886 \$) et devant l'Italie (38 012 \$). Dans le même classement, le Canada dans son ensemble se situait au 9<sup>e</sup> rang avec un PIB par habitant de 46 243 \$.

Cette situation n'est pas nouvelle et la dernière récession n'y a fondamentalement rien changé. En effet, en 2008, le Québec se situait exactement au même rang dans le classement précité.

Ainsi, il faut porter attention à l'évolution du PIB par habitant puisqu'il mesure la richesse

que génère notre économie. Cette richesse se distribue par la suite entre les citoyens et les gouvernements, notamment afin de permettre à ces derniers de fournir des services publics de plus en plus importants et variés.

Lorsqu'on examine la situation sur une plus longue période, on constate que le problème actuel découle d'une faiblesse structurelle de la croissance au Québec. Ainsi, toujours comparé aux pays de l'OCDE, le PIB par habitant du Québec affiche l'un des taux de croissance les plus faibles des trente dernières années (1,42 % en moyenne par année).

Cette modeste croissance du niveau de vie québécois s'explique entre autres par la faible croissance de la productivité du travail (mesurée par le PIB par heure travaillée), qui affiche 1,05 % en moyenne par année. Encore une fois, par rapport aux pays de l'OCDE, ce résultat est parmi les plus faibles que l'on ait pu observer au cours des trente dernières années.

En analysant les facteurs à l'origine des écarts de niveau de vie entre le Québec, d'une part, et l'ensemble du Canada et les États-Unis, d'autre part, on comprend que la majeure partie des écarts

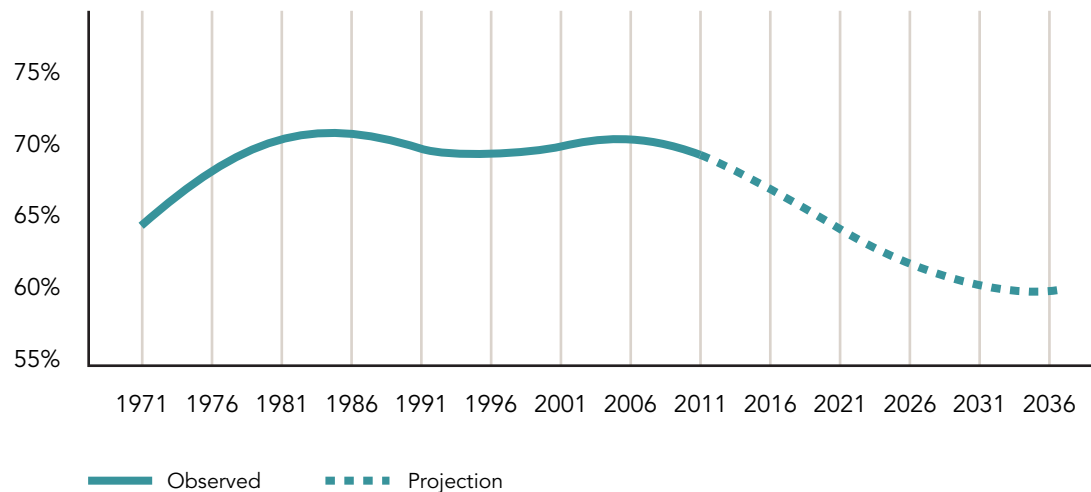
observés s'explique par la productivité du travail. C'est ainsi que l'écart de niveau de vie entre le Québec et le Canada, qui s'élevait en 2009 à 7 631 \$ par habitant, s'explique à 57 % par une productivité du travail plus faible au Québec, ce qui représente un manque à gagner de plus de 4 326 \$ par habitant.

Lorsque comparée aux États-Unis, la situation est encore plus préoccupante. En 2009, malgré les effets dévastateurs de la récession là-bas, l'écart de niveau de vie avec les États-Unis s'élevait à 17 938 \$ par habitant dont plus de 77 % (ou 13 586 \$) s'expliquait par une plus faible productivité du travail au Québec.

Au cours des prochaines années, le Québec connaîtra une diminution marquée de son bassin de travailleurs potentiels, soit la population âgée de 15 à 64 ans, une conséquence directe du vieillissement de la population. Déjà depuis 2007, la proportion de la population âgée de 15 à 64 ans a commencé à décroître et les projections actuellement disponibles montrent que cette proportion passera de 69 % qu'elle était en 2009 à moins de 60 % en 2036. Cette situation est bien illustrée dans le graphique de la page suivante.

<sup>1</sup> *Productivité et prospérité au Québec – Bilan 2010*, Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal, septembre 2010. Le document en entier peut être téléchargé au [www.hec.ca/cpp](http://www.hec.ca/cpp).

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DU QUÉBEC, 1971-2036  
(POPULATION ÂGÉE DE 15 À 64 ANS / POPULATION TOTALE)



Les conséquences économiques du vieillissement de la population sont majeures. Du fait de la réduction du bassin de travailleurs potentiels, si le Québec maintient son rythme historique de croissance de productivité du travail (1,05 % par année), la croissance du niveau de vie s'élèvera à 0,86 % en moyenne par année entre 2010 et 2026 comparativement à la croissance historique observée de 1,42 %. Il s'agit d'une perte de 5 000 \$ par habitant à terme en 2026.

Afin de maintenir la croissance du niveau de vie à 1,42 % en moyenne par an au cours des prochaines années, le Québec devra connaître une croissance annuelle moyenne de sa productivité du travail de 1,61 %, soit un taux de 50 % supérieur à celui observé historiquement (1,05 %). Il s'agit là d'un défi majeur que le Québec ne peut contourner.

Robert Gagné  
Directeur  
Centre sur la productivité et la prospérité  
HEC Montréal

# CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

AJOUT DE PRÈS DE 50 000 EMPLOIS DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE EN 2010

Le ralentissement économique qui a frappé l'Amérique du Nord à la fin de l'année 2008 et en 2009 présente des signes d'essoufflement de plus en plus nombreux. Les récentes données sur le marché du travail démontrent que les entreprises de la région de Montréal font appel à plus de personnel que jamais auparavant.

Selon les données révisées de *l'Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de personnes en emploi a grimpé de 48 800 dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal au cours de l'année 2010. Cette solide progression de 2,6 % est une bouffée d'air frais pour la métropole, qui avait enregistré un repli de 11 800 emplois en 2009 et un faible gain de 8 700 emplois l'année précédente. Le niveau d'emploi actuel est supérieur de 37 000 à ce qu'il était avant la récession.

La RMR de Montréal renferme la moitié des emplois que compte le Québec. Dans l'autre portion de la province, le rattrapage des emplois perdus durant le repli de l'économie est complété à 90 %. En effet, l'augmentation de 18 000 du nombre de personnes occupées a presque totalement effacé la destruction de 20 000 postes constatée l'année précédente. Même si la création d'emplois a été moins importante à l'extérieur de la métropole, le taux de chômage s'y est quant à lui légèrement replié, passant de 7,8 % en 2009 à 7,3 % l'an dernier, soit à peine 0,2 point de pourcentage de plus qu'au cours de 2008, qui constituait son seuil le plus bas depuis 30 ans.

De son côté, la RMR de Montréal demeure affligée d'un taux de chômage élevé (8,6 % l'an dernier) malgré sa bonne performance au chapitre de la création d'emplois. Ce taux est sensiblement plus

élevé qu'il ne l'était avant la récession (7,0 % en 2007). Cela s'explique par l'arrivée dans la métropole, bon an mal an, de 44 000 personnes en âge de travailler. Même si ces gens ne viennent pas tous gonfler les rangs de la population active (qui comprend les individus au travail et ceux en recherche d'emploi), ce phénomène se répercute directement sur le niveau de chômage lorsque la création de nouveaux postes est inférieure à l'augmentation du nombre de personnes désireuses de se faire embaucher. C'est ce que nous avons observé en 2008 (taux de 7,4 %) et en 2009 (taux de 9,2 %).

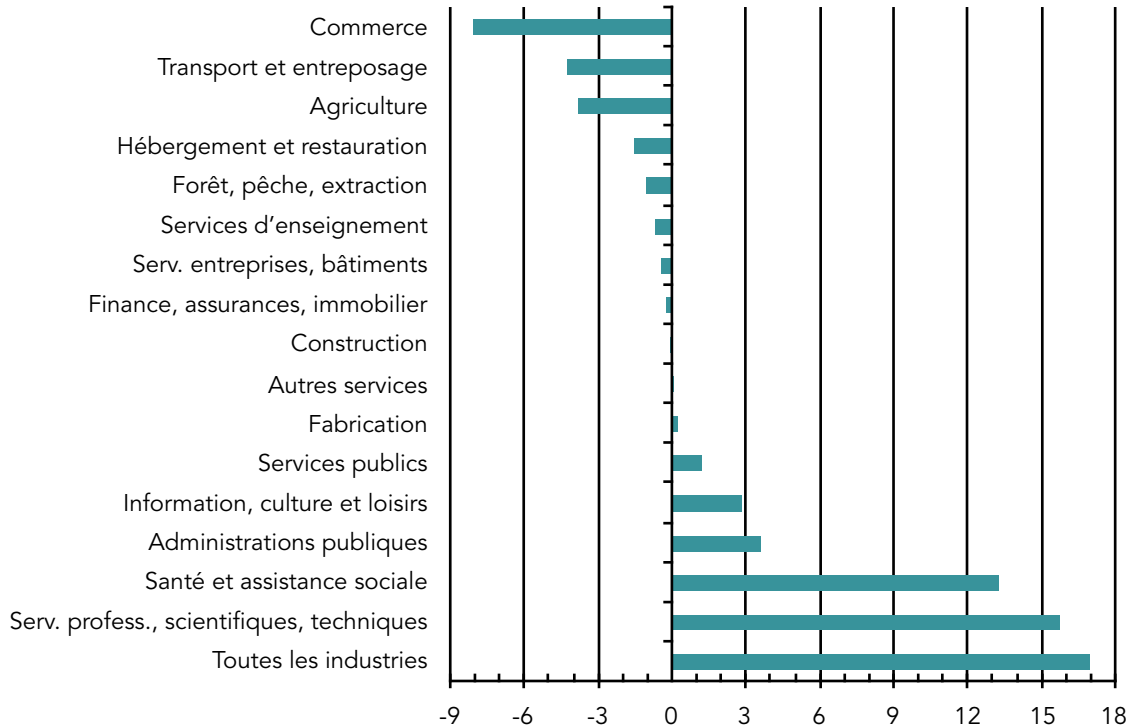


Afin de saisir correctement le portrait de l'évolution de l'emploi par industrie, il est préférable de comparer la moyenne des années 2009 et 2010 à celle des deux précédentes. On y constate que :

- La croissance a été très forte dans les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans le domaine de la santé et des services sociaux;
- L'administration publique et le secteur regroupant l'information, la culture et les loisirs ont connu une croissance positive;
- Malgré la récession, la variation a été nulle dans les domaines de la fabrication, de la construction, des finances et de l'immobilier;
- Les travailleurs de l'agriculture, de la forêt et des mines ont été moins nombreux que par le passé;
- Le secteur du transport ainsi que les services d'hébergement et de restauration ont procédé au licenciement de quelques milliers de travailleurs;
- Le milieu du commerce de gros et de détail est celui dont les effectifs ont le plus diminué durant les deux dernières années (-8 000 emplois).

Article rédigé par François Gauvin  
 Analyste, Direction Recherche et analyse  
 Développement économique Canada

VARIATION DU NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA RMR DE MONTRÉAL, REGROUPEMENT PAR SECTEUR, 2009-2010 VS 2007-2008 (MOYENNES DE 2 ANS, EN MILLIERS)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; compilation : Développement économique Canada

# CHRONIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

TOURISME : UNE REPRISE EXCEPTIONNELLE EN 2010

Marquée par la crise économique mondiale, l'année 2009 aura été difficile sur le plan touristique à Montréal. Mais 2010 aura vite fait oublier cette performance. En effet, selon les données de Tourisme Montréal et de l'Association des hôtels du Grand Montréal, la saison touristique estivale a connu sa meilleure performance de la décennie dans la métropole, le mois de juin profitant même d'un achalandage jamais vu depuis 1976.

Les analyses démontrent ainsi une augmentation de plus de 13 % du nombre de chambres louées comparativement à l'année précédente, ce qui a fait bondir le taux d'occupation des établissements hôteliers de plus de 7 points de pourcentage.

Cette affluence exceptionnelle est en partie attribuable à trois principaux facteurs, soit le retour du Grand Prix du Canada – fruit de la concertation des partenaires publics et privés –, la stabilisation de l'économie mondiale et la tenue de congrès majeurs, comme celui du club mondial Rotary, qui a attiré en juin dernier 17 000 congressistes, se traduisant par 36 243 nuitées et 28 M\$ de retombées économiques.

D'ailleurs, au chapitre de l'accueil d'événements associatifs internationaux, Montréal fait très bonne figure : elle a, en effet, été consacrée première destination nord-américaine par l'*International Congress and Convention Association*. Par cette nomination, la métropole devance des villes comme New York, Boston, Washington, Toronto et Vancouver. Et le Palais des congrès de

Montréal, principal hôte de rencontres internationales d'envergure, s'est avéré le seul centre nord-américain à s'être classé parmi les 27 finalistes du Prix APEX 2010 pour le meilleur centre de congrès au monde, ce qui démontre toute l'excellence de l'accueil montréalais.

Après une saison estivale exceptionnelle, les bonnes nouvelles se sont poursuivies et l'année 2010 s'est terminée en force pour les établissements hôteliers montréalais, qui ont connu une hausse de près de 6 points de pourcentage de leur taux d'occupation en décembre par rapport au même mois de l'année précédente. Pour l'ensemble de l'année 2010, le taux d'occupation moyen dans les hôtels a crû de plus de 4 points de pourcentage et le nombre de chambres vendues, de 8 %.

En ce début de nouvelle année, certains défis se posent pour l'industrie touristique, ne serait-ce que pour contrer les effets de la force du dollar canadien ou encore de l'obligation pour les Américains qui veulent séjourner au Canada de présenter un passeport. Mais les prévisions du marché touristique montréalais demeurent encourageantes.

C'est ainsi que le Conference Board du Canada prédit pour Montréal une hausse des dépenses touristiques de l'ordre de 6 % de 2011 à 2013. De son côté, Tourisme Montréal prévoit, en 2011, des dépenses touristiques de 2,2 G\$ et une variation de 1 % dans le nombre de chambres occupées par rapport à l'année record de 2010.

Ces données prometteuses incitent la Ville à poursuivre le chemin parcouru pour développer une offre touristique diversifiée et attrayante – notamment par le soutien aux festivals, le déploiement du Quartier des spectacles et de l'Espace pour la vie au pôle olympique ainsi que la mise en valeur de la gastronomie montréalaise – qui contribuera à la renommée de Montréal, autant à l'échelle locale, nationale qu'internationale.

Article rédigé par la Direction du développement économique et urbain  
Ville de Montréal

Montréal 



1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1  
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0

# TABLEAU DE BORD *Montréal*

0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3  
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6  
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5  
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2  
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9  
1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1  
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0  
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8  
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8  
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4  
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7  
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3  
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6  
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5  
4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2  
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9

3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8  
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6  
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5

[www.tableaubordmontreal.com](http://www.tableaubordmontreal.com)

POUR SUIVRE DE FAÇON INTERACTIVE L'ÉCONOMIE DE MONTRÉAL

- Principaux indicateurs économiques
- Données comparatives
- Graphiques interactifs
- Mises à jour régulières

